



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Jean-Luc SAVY

Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement route de Boirargues sur la commune de Lattes - Avenant à la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13870 du 25 mai 2016, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a confié par convention à Montpellier Méditerranée Métropole la réalisation des travaux de renouvellement des réseaux d'eau potable de la route de Boirargues sur la commune de Lattes.

Suite à la réalisation des études AVP, le programme de travaux s'est avéré plus conséquent que prévu, d'où un premier avenant à la convention susvisée.

Par délibération n°15064 du 27 novembre 2017, le programme de l'opération révisé a fait l'objet d'un avenant n°1 qui a porté les montants à :

- 1 300 200 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 657 800 € HT pour la part assainissement à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 48 400 € HT pour la part pluvial à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Des aléas de chantier sur les travaux d'eaux usées ont amenés à une augmentation des travaux sur ce volet, avec une incidence mineure sur les travaux d'eau potable à hauteurs de moins de 1 %. En revanche, la répartition du poids des études en fonction des montants de travaux conduit à revoir à la hausse les montants à la charge de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole selon les modalités suivantes :

- 1 410 200 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 877 800 € HT pour la part assainissement à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 48 400 € HT pour la part pluvial à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le présent avenant n°2 à la convention a pour objet l'augmentation de la masse de travaux et la modification de l'article 6.3 sur la répartition des coûts des études et travaux entre la Régie et la Métropole. L'article 6.3 indiquait que « Le coût des études sera divisé en deux parts égales ». Or les travaux d'eau potable étant plus importants eu égard aux travaux d'eaux usées, la répartition par 2 des études est inadaptée. Il est proposé de modifier cet article en répartissant au prorata du montant des travaux. Les autres clauses restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant n°2 à la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renouvellement du réseau d'eaux usées et d'eau potable de la route de Boirargues sur la commune de Lattes ;
- de dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144770-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 2 Convention Co-MOA rte boirargues LattesV1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.